

TOUS ENSEMBLE pour SAUVER notre HÔPITAL PUBLIC



Tou.te.s ensemble pour défendre et améliorer notre Hôpital public, notre système de Santé et d'Action Sociale

Appel Unitaire du 4 décembre

Paris, le 23 novembre 2021

Les organisations AMUF, CFE-CGC, CGT, SUD, le collectif Inter-Blocs, le collectif Inter Urgences, le Printemps de la Psychiatrie et la Coordination Nationale des Comités de Défense des Maternités et des Hôpitaux de Proximité appellent à une mobilisation le samedi 4 décembre 2021.

« Tous ensemble » nous alertons et dénonçons les difficultés que traversent l'hôpital public et les établissements du sanitaire, du social et du médico-social. En effet, les restructurations en cours, les fermetures de lits, de services et d'établissements ainsi que le manque de personnels qualifiés et les cumuls des tâches s'amplifient. Cela devient insupportable pour les salarié.e.s de ces secteurs d'activité et dangereux pour la prise en charge de la population. Le projet de loi sur le financement de la Sécurité Sociale est en cours de débat, l'ONDAM proposé pour l'hôpital et le contenu du projet ne répondent pas aux défis et au enjeux que doit relever notre système de santé et de protection sociale pour faire face à la nécessité d'amélioration des conditions salariales et de travail des professionnel.le.s et aux besoins de la population. « Tous ensemble » nous lançons une campagne auprès des parlementaires, sénatrices et sénateurs, élu.e.s, ainsi qu'auprès du Président de la République pour rompre avec la politique d'austérité actuelle.

Les professionnel.le.s sont épuisé.e.s et les usagé.r.es exaspéré.e.s, ensemble ils se mobilisent le 4 décembre pour exiger de véritables négociations pour sortir de la crise actuelle que traverse notre système de santé, social et l'Hôpital public.

Nous exigeons :

- **Le renforcement significatif des moyens financiers pour les établissements, ce qui passe par une revalorisation de l'ONDAM de manière significative et des moyens financiers supplémentaires dans le cadre du Projet de Loi de la Sécurité Sociale 2022.**

- **Un plan urgence de formations pluridisciplinaires et des recrutements de professionnel.le.s supplémentaires immédiatement.**
- **Une réelle revalorisation générale des salaires pour toutes et tous qui reconnaisse les qualifications et les responsabilités des professionnel.le.s. L'extension des 183 euros aux salarié.e.s exclu.e.s de cette mesure**
- **L'arrêt de toutes les fermetures d'établissements et de services, et des ouvertures de lits où cela est nécessaire.**
- **De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et l'égalité de prise en charge pour la population sur tout le territoire.**

**TOU.TE.S ENSEMBLE MOBILISE.E.S
LE SAMEDI 4 DECEMBRE SUR TOUT LE TERRITOIRE**

A Paris : Regroupement à 12h00 place Vauban, départ à 13h00 en manifestation passant devant l'hôpital Necker vers le ministère des Solidarités et de la Santé pour des prises de parole et demande d'audience. (Parcours en attente d'acceptation de la préfecture).



Aux mauvaises conditions de travail !

A la casse de l'Hôpital Public !

Aux manques de moyens pour la Sécurité Sociale et la protection sociale !

A la dégradation de la prise en charge de la population !



Le Collectif InterHôpitaux appelle tous les personnels hospitaliers, associations de malades, populations des territoires, à rejoindre la mobilisation du 4 décembre à Paris et en régions pour la défense des hôpitaux publics

Depuis un an et demi, après la première vague de la pandémie de COVID, l'hôpital public a subi le retour d'un fonctionnement anormal. Les besoins de santé passent à nouveau après l'équilibre budgétaire.

Les personnels hospitaliers s'étaient mobilisés et avaient fait face à la crise sanitaire, alors soutenus par une population solidaire. Mais l'exigence légitime d'un fonctionnement hospitalier respectueux de tous, soignés et soignants, promise au cœur de la crise, a été oubliée. Les lits ont continué à être fermés pour respecter des injonctions financières, maintenant ils le sont faute de personnel. Car les conditions de travail font fuir : intensification du travail et de sa pénibilité, incessants changements horaires ou de service, imposés aux agents, rappels sur les repos ou congés. Les patients attendent des hospitalisations faute de lits. L'accompagnement des malades en cours d'hospitalisation devient inhumain : il y a en France un.e infirmier.e pour 12 à 15 patients, quand en Californie ou en Suisse elles sont une pour 4 à 6.

Ecoeurés les personnels hospitaliers préfèrent quitter l'hôpital. Dans de nombreux hôpitaux, des services ferment totalement ou partiellement, faute de personnels. Des lignes de SMUR, des services d'urgences sont suspendus parfois plusieurs jours. Hospitaliers et hospitalisés constatent l'étendue de la catastrophe. L'accès aux soins est désormais périlleux sur une grande partie du territoire.

Plutôt que le déclenchement d'un plan blanc permanent, le CIH demande au gouvernement des annonces immédiates pour endiguer les départs de personnels et mieux soigner les patients

- Un programme d'embauche : il faut 100 000 infirmier.es en 3 ans
- L'augmentation du nombre d'instituts de formation en soins infirmiers, du nombre de formateurs et du nombre de places dans ces instituts.
- La fin de l'hôpital-entreprise : limitation de la tarification à l'activité (T2A) aux activités de soins programmées et standardisées avec des tarifs correspondant aux coûts moyens.
- La garantie d'horaires et de service de rattachement stables
- Des conditions de travail décentes, des ratios de personnel se rapprochant des exigences de qualité et sécurité des soins
- Un remplacement des personnels absents (arrêts maladies, maternités, vacances...)
- Une revalorisation des salaires à la hauteur de ceux des pays voisins
- L'association de tous, soignants et soignés, aux prises de décisions dans les hôpitaux et dans les régions.
- La suppression des strates administratives non pertinentes pour le support aux soins.

La catastrophe était annoncée, elle est là. Le gouvernement doit agir

Le CIH appelle toute la population à manifester le 4 décembre 2021